

JOURNALISTES-ST

Notre journée Pierre Carles fut préparée par une longue rencontre de travail à Paris, autour d'une petite table d'un bistrot de la Place du Châtelet. Nous vous en proposons de larges extraits.

Pierre Carles n'est pas un frimeur. Il vit comme il filme. Avec des règles strictes.

Il évite la plupart des demandes d'interviews (qui sont nombreuses). Simplement parce qu'il considère qu'il n'a rien d'autre à raconter que ce qui est dans ses films.

Il refuse également les séances de pose pour les photos.



• Pourquoi le reportage "Chirac, ma femme et moi" a-t-il été déprogrammé, en janvier dernier, sur France 3 ?

• Jean-Pierre Elkabach doit être réélu dans quelques mois Président de France Télévision et donc certains responsables de France 3 ont décidé qu'il fallait éviter la moindre vague avec Jacques Chirac. Il s'agit du portrait du chauffeur de Chirac. Il fut filmé alors

que ce dernier n'était pas encore Président. Pour moi, ce sujet, c'est un portrait en creux de Chirac. Une scène montre comment la femme du chauffeur craque parce que son mari est corps et âme dévoué à son patron : «T'es comme Chirac : quand il est malade, tu es malade... Quand il va bien, tu vas bien... Toute ta vie lui est consacrée et Chirac ne pense que politique, ne parle que politique et il n'y a rien d'autre dans sa vie».

Ce sujet a été tourné par Etienne de Gramont, un cameraman qui vit en Belgique et qui travaille souvent pour Strip-Tease. Le tournage était amusant. On n'avait pas l'autorisation de tourner dans l'Hôtel de ville de Paris. Claude Chirac, qui s'occupe de la "communication" de son père, avait appris que ce tournage était en cours sans que le chauffeur ne l'ait prévenue. Elle en était catastrophée et elle ne voulait pas que ce reportage se fasse. Heureusement, à ce moment-là, Jacques Chirac était au plus bas dans les sondages et donc il lui était difficile de faire pression sur la direction de la chaîne. Balladur, à l'époque, était censé devenir Président. C'est grâce à cela que ce sujet a pu se faire ! Un dimanche, on a accompagné le chauffeur qui devait aller chercher ses affaires à l'Hôtel de Ville. On l'a filmé pendant qu'il franchissait l'entrée et on l'a suivi. On nous a rien demandé. Il nous a fait visiter son bureau, une sorte de mausolée à la gloire de Chirac, avec des affiches, une peinture qui représente Bernadette... Il est certain qu'aujourd'hui, Strip Tease sur France 3 n'aurait plus la possibilité de produire un sujet identique.

• Tu poursuis sans répit Patrick Poivre d'Arvor. En janvier 1992, tu diffuses, dans "Double Jeu", l'émission de Thierry Ardisson sur France 2, un reportage qui dénonce la fausse interview que le journaliste vedette de TF1 n'a jamais réalisée. Sans cesse, tu reviendras à la charge de cette figure emblématique du journalisme français...

• J'ai plein d'archives sur PPDA. Je possède, par exemple, toutes les images où il parle de sa "carrière" en terme de septennat. «J'ai fait un premier septennat sur la Deux». «...Si Mitterrand se représente, j'irai peut-être jusqu'au bout de mon septennat...» Au départ, il le disait en rigolant. N'empêche, on découvre petit à petit que ce type-là a fini par se prendre inconsciemment à un moment donné pour l'égal du Président de la République, pour son interlocuteur privilégié. Voilà peut-être pourquoi il a aussi mal réagi lorsqu'il n'a pas pu

LES MIDIS DE L'AUDIOVISUEL

La septième séance des "Midis de l'audiovisuel" se déroulera le mercredi 22 mai de 12H30 à 14H au Forum de la Fnac Bruxelles, à City 2, Rue Neuve.

QUELLES MUSIQUES POUR QUELLES TÉLÉS ?



Y-a-t-il encore des émissions de télévision consacrées au classique, au jazz, au blues, au rock, à la chanson, aux musiques ethniques... sur nos télévisions francophones ? A la RTBF, sur RTL-TVI, sur CANAL+ Belgique, sur nos télévisions communautaires ou dans la programmation belge de MCM ?

Existe-t-il autre chose que des émissions de jeux où entre deux tranches de sentiments on balance un intermède musical le plus court possible, et de préférence en play-back, car cela s'enregistre plus vite et sans risque... Nos invités nous le diront.

Avec Paul Louka, le nouvel administrateur délégué de la SABAM; Valérie Dumont, pour la major Polygram (Maurane, Will Tura, Elton John, Mylène Farmer...); Laurent Ingels, pour la société de production indépendante Team For Action (Pierre Rapsat, Perry Rose, Sttella...) et Robert Navez, agent de jeunes créateurs belges parmi lesquels Pierre Martin. Le témoignage d'un cinquième intervenant, Bea Meulemans, productrice à la BRTN, nous permettra de comparer les paysages musicaux télévisuels flamands et francophones.

fnac

CASSE-CROUTE GRATUIT

L'entrée est gratuite et une collation (sandwich, boisson) sera offerte aux personnes qui annonceront leur venue au plus tard la veille de l'activité, au (02) 209.22.27

ARS DÉSTABILISÉS

présenter le JT, le soir de la mort de Mitterrand ! Entre-eux, il y avait une sorte de longue histoire d'amour-haine. C'est lui et non Jean-Claude Narcis qui aurait du l'enterrer...

J'ai filé récemment au mensuel Entrevue des images d'une altercation incroyable qui a eu lieu entre un cameraman de France 2 et Patrick Poivre d'Arvor lors de sa première mise en examen dans l'Affaire Botton. Quelques télévisions avaient montré le début de cette séquence, jusqu'au moment où PPDA met sa main sur l'objectif de la caméra. J'ai pu récupérer les rushes. L'altercation dure près de cinq minutes. PPDA ne comprend pas qu'on puisse le filmer. En effet, jusqu'à présent, il y avait bien eu des animateurs comme Patrick Sabatier mais jamais des journalistes vedettes qui s'étaient ainsi, en France, retrouvés dans les feux de l'actualité, de l'information, "objet" du tournage d'une caméra. Il passe ainsi de l'autre côté du miroir, il ne le supporte pas et s'écrie : «Qu'est-ce que c'est, cette caméra...» Totalement excédé. Le cameraman répond que c'est France 2. Et PPDA, de poursuivre : «France 2, vous vous rendez compte que j'ai travaillé pour vous pendant sept ans... Et moi, dans mon Journal, jamais je n'ai parlé de François-Henri de Virieu...»

De Virieu était également cité dans l'Affaire Botton. Implicitement, PPDA dit qu'il respecte la loi du silence et il fait la morale au cameraman : «Vous n'avez pas honte de prendre ainsi des images à la volée ?». Comme si l'on ne pratiquait pas tous les jours ainsi dans les journaux télévisés.

• **Chirac et PPDA : une obsession ? Tu veux les abattre ? Pourquoi ?**

• Je considère que PPDA et d'autres journalistes-vedettes de télévision sont des hommes politiques. En effet, leur objectif, ce n'est plus de dire la vérité mais bien de ne pas perdre la face, de protéger leur image. C'est flagrant dans "Pas vu à la télé". Dès qu'il y a une caméra, ils se sentent obligés d'avoir réponse à tout. Ils doivent savoir tout sur tout, à tout moment. Et pourtant, c'est humain de se tromper. Ceux qui se souviennent du légendaire questionnement de Philippe Labro par Jean-Luc Godard en plein JT comprendront parfaitement ce que je veux dire.

Cela m'énerve profondément que ces gens-là parlent à des millions de gens et puissent forcément les influencer en occupant ces tribunes incroyables que sont les journaux télévisés. Ce sont des gens de pouvoir, des hommes politiques à leur manière car, peut-être sans s'en rendre compte, ils transmettent un certain nombre de valeurs. Moi, ce qui m'amuse, c'est d'essayer de les disqualifier, de les dégommer. Arrêtez de les écouter en croyant que ce qu'ils racontent est toujours la vérité !

Et il en est de même avec les

hommes politiques. Dès qu'un Mitterrand ou un Chirac, peu importe, est placé sur un piédestal, la télévision ne se permet plus que fort rarement un discours critique à leur égard.

• **Et toi, comment conçois-tu ton job de journaliste ?**

• Pour Strip-Tease, j'avais suivi la campagne législative à Montpellier. Un homme politique du cru avait l'illusion de pouvoir être nommé ministre. Je l'accompagnais depuis une semaine déjà et il ne voyait plus vraiment ma caméra. C'est pourquoi j'ai pu filmer une discussion avec une journaliste de la presse écrite. Il s'est mis à espérer tout haut le ministère de la Jeunesse et des Sports, il rêvait de vacances, d'assister gratuitement aux matchs... Par contre, il rejeta le ministère de l'Agriculture, car «...cela sera la galère !» Tout ceci était "hors entretien" bien entendu : à ne jamais retranscrire dans un compte-rendu ! Lorsqu'on visionne pareille séquence, on devine que tout le reste est faux. Jamais, on n'invite pareils opportunistes avides de pouvoir soi-disant au service de la Nation ni à "L'Heure de Vérité", ni dans "7 sur 7" ! Quand se présente pareille occasion, moi, j'y vais à fond la caisse. C'est du terrorisme médiatique. Utiliser les armes de la télévision pour les retourner contre ces gens-là !

J'ai réussi à m'introduire suffisamment dans le système pour qu'on me commande des reportages et que ceux-ci se retournent contre la télévision. Dès le moment où tu veux durer à la télévision, tu dois faire des concessions. Ce n'est pas mon objectif. Ma stratégie est suicidaire. A chaque fois, ça passe ou ça casse.

• **"Pas vu à la télé" n'a pas été programmé par Canal+...**

• Canal+ France a beau être la chaîne la plus impertinente et la plus insolente, lorsque j'ai vu arriver sa "commande", son appel d'offre où elle affirmait qu'elle donnerait, pour sa journée de la télé de 1995, carte blanche à une trentaine de réalisateurs sur le thème "Télévision, pouvoir et morale", je savais qu'elle ne pourrait pas tenir parole.

J'avais pris connaissance du document Mougeotte-Léotard qu'un copain m'avait filé (1). Une radio avait diffusé le son de ce document. Le mensuel Entrevue et le Canard Enchaîné en avaient parlé. Par contre, la télé n'avait rien fait sur ce sujet.

J'ai donc pris cette bande et un petit magnéto et je suis allé voir plein de journalistes vedettes. Ma question était simple : la liberté de la presse est-elle plus grande aujourd'hui qu'il y a vingt ans ?

Je savais d'emblée qu'ils allaient tous me répondre oui. A ce moment-là, j'avais décidé de leur montrer le document Mougeotte-Léotard et j'enregistre-

LE CHŒUR DES "VICTIMES"...

Les quatre premières déclarations sont extraites de la séquence que l'émission de Michel Denisot, "Téles dimanche", a consacré sur Canal+ à la censure de "Pas vu à la télé".

Alain de Greef (Canal+ France) : "...Il est hors de question qu'une dizaine de journalistes parmi les plus importants de la radio, de la télévision et de la presse écrite passent pour des imbéciles, des truqueurs, voire pire... et je n'oserai pas le dire ! Cela ne passera jamais sur mon antenne".

François-Henri de Virieu (L'Heure de Vérité, France 2) : "...Il y a deux problèmes dans cette affaire. Le premier, c'est que le sujet lui-même qui est montré ne mérite pas de passer : c'est une conversation qui est complètement piégée, caméra dans le dos de Léotard, le Ministre de la Défense... qui ne peut pas se défendre. Et la seconde chose qui est plus grave pour un journaliste, c'est quand même qu'il dit qu'il va poser une question et qu'il en pose une autre..."

Charles Villeneuve (Le Droit de Savoir, TF1) : "...On vous laisse parler sur ce qu'on vous a annoncé mais ce n'est pas là l'objectif. Ensuite, tout d'un coup, on vous piège avec une cassette, on enregistre vos réactions, on sait très bien d'ailleurs que vous allez réagir brutalement mais on vous enregistre quand même..."

Bernard Benjamin (Envoyé Spécial, France 2) : "...C'est un procédé totalitaire lorsqu'il s'agit non pas de chercher l'information et de piéger l'interviewé, (mais bien) de faire preuve de procès d'intention, de terrorisme intellectuel et de mauvais esprit..."

Canal+ Belgique a également diffusé la fameuse Journée de la Télévision qui avait exclu le reportage de Pierre Carles.

Et si Canal+ Belgique avait dû décider de diffuser ou non ce reportage ? Nous avons proposé un visionnement de "Pas vu à la télé" à Pierre Maes, le Directeur d'Antenne de Canal+ Belgique. Voici sa réaction :

"...Quant à nous, Canal+ Belgique, on n'a pas eu l'honneur d'être consulté au moment de la décision de Canal+ France... Quant à nous, de savoir s'il était intéressant pour nous de diffuser ceci, je ne vois pas directement la relation avec l'ensemble de nos programmes... Quant à savoir, maintenant, s'il nous serait permis (de le diffuser), en matière d'autonomie par rapport à Canal+ France, là, rassurez-vous : complètement ! Et... j'en suis sûr".

(1) Le 14 août 1994, François Léotard, alors Ministre de la Défense, doit intervenir depuis la plage de Fréjus dans le 20H de TF1. La liaison satellite est connectée plusieurs minutes avant ce direct. Le ministre patiente en s'entretenant avec Etienne Mougeotte, le vice-Président de TF1. Seules, les régies de TF1 peuvent entendre leur conversation privée... ainsi que certains téléspectateurs qui piratent ces images grâce au satellite. C'était l'époque où se renégociait le cahier des charges des télévisions de service public et Etienne Mougeotte va tenter de convaincre le Ministre de dissuader le gouvernement d'accorder davantage d'espaces publicitaires à France 2 et France 3...

rai leurs réactions.

Quand j'ai proposé à Canal+ ce projet, ils étaient embêtés. Ils m'avaient déjà fait travailler sur leur deux journées précédentes de la télé. Mais, ici, ils craignaient que je m'attaque directement à TF1. Alain De Greef m'a dit : «C'est délicat, mais si, au lieu de ne t'intéresser qu'au document Mougeotte-Léotard, tu faisais une enquête plus ouverte et si tu prenais davantage d'exemples, on pourrait diffuser ce fameux document au milieu de tout cela...». J'ai dit d'accord. Ainsi, j'avais le feu vert et je commence donc à tourner. Tous les journalistes vedettes que j'ai interviewés ont appelé Canal+ et, même, Etienne Mougeotte a contacté

Alain de Greef... A l'arrivée, il n'était plus question de réaliser ce sujet.

Moi-même, j'ai enregistré toutes mes conversations avec Canal+. Et notamment, le dernier : «...Qu'est-ce que t'a fait, Pierre ? On reçoit plein de coups de fil de Guillaume Durand, de de Vireu, de Patrice de Carolis (M6)... Ils appellent tous et ils sont tous furieux... T'as pas fait ce qu'on t'as demandé. T'as pas répondu à la commande...»

J'ai du leur rappeler que c'était en fait une "carte blanche" ! Quand les règles du jeu ne les arrangent plus, il n'y a plus de règles du jeu. Résultat : non seulement, ils ont censuré "Pas vu à la télé" en ne le diffusant pas mais en

plus, Canal+ en a fait un sujet dans l'émission de Denisot, "Télé dimanche", où ils m'ont massacré. La chaîne cryptée a utilisé sa propre émission de réflexion sur la télé pour tenter de clore la polémique ! Ils y ont interrogé François-Henri de Virieu (L'Heure de vérité), Bernard Benyamin (Envoyé Spécial) et Charles Villeneuve (Le Droit de savoir). Un vrai déséquilibre : 3 contre 1. Et moi, je n'étais même pas invité sur le plateau. C'était des extraits d'une interview faite à mon domicile. Pour ce tournage, j'ai imposé à l'équipe de Canal+ la présence d'une petite caméra qui filmait en contre-champs l'entretien. Je voulais savoir exactement ce qu'ils allaient sélectionner au

Le quotidien français Libération a envoyé Annick Peigne-Giuly à Bruxelles pour assister à notre journée Pierre Carles. Nous vous présentons son compte-rendu paru le 4/5/1996.

RTBF, 13h15, le 5. «Pas vu à la télé» de Pierre Carles.

Pierre Carles, persona non grata sur le petit écran

Bruxelles, envoyée spéciale
Mais qu'est-ce que je fous à Bruxelles? Son stock de cassettes sous le bras -quasiment l'ensemble de son œuvre-, Pierre Carles se régale visiblement de la situation. Invité par l'association des Téléspectateurs Actifs (ATA), le jeune réalisateur vient de présenter à la FNAC belge puis à l'Université libre de Bruxelles une bonne dizaine de ses travaux, pour la plupart refusés par les chaînes françaises. Depuis son enquête sur la vraie-fausse interview de Castro par PPDA en 1990 (c'est une version «adoucie» qui en fut diffusée) jusqu'à *Pas vu à la télé*, une commande de Canal+ en 1995 qui fut bloquée à la diffusion et que la RTBF diffuse dimanche. Ce qui vaut au réalisateur, outre cette «Journée Pierre Carles» organisée par l'active ATA, de faire la Une de la presse «télé» belge. Quel est donc ce garçon qui, flanqué à la porte des télé françaises, revient par la fenêtre belge? «L'homme qui fait peur à la télé française», comme le baptise *Ciné-télé Revue*, promène ses airs candides et sa caméra farfouilleuse dans les mondes médiatique et politique. Après s'être attaqué aux petits mensonges journalistiques (PPDA dans *Le magazine du Fô*), puis aux renvois d'ascenseurs entre critiques (dans feu *Rapp tout*), aux trucages d'images (dans *La télé de demain* pour Canal+), il renifle les à-côtés de la politique (*Le chauffeur de Chirac* pour *Strip Tease*). Des reportages montés en rafales de courtes séquences signifiantes et cruelles. S'ensuivent évidemment quelques problèmes à la diffusion. Accroché à son sujet comme un bernique à son rocher (sa maison d'édition s'appelle Arapèdes,

«les berniques du Sud», dit-il), Pierre Carles revient à la charge avec *Pas vu à la télé* (1), suivi de son «making of», *Pas vu pas pris*. Le premier est un film commandé par Canal+ l'an dernier sur le thème «Morale, télévision et pouvoir» que Canal+ a finalement refusé de diffuser: «Ce qui est en cause, c'est la méthode employée», explique Alain De Greef. *Carles s'expose là à la même critique qu'il fait aux journalistes, la malhonnêteté.*

Quelle est donc la méthode Pierre Carles? Balayant cette vieille règle journalistique qui veut qu'il y ait un *in* et un *off*, il saute allégrement de l'un à l'autre pour mieux confondre ce qu'il appelle «la théâtralisation» des rapports médiatiques. Pour *Pas vu à la télé*, il a contacté de grands journalistes télé (Sinclair, de Virieu, Villeneuve, Benyamin, de Carolis, Chancel) et les a confrontés, sous l'œil de la caméra, à un même document qui, manifestement, les a embarrassés. En août 94, François Léotard, alors ministre de la Défense, est l'invité du JT sur TF1. En attendant d'intervenir, il s'entretient avec Etienne Mougeotte, vice-président de TF1. Mais la liaison satellite est établie et les images de cet entretien sont interceptées par des téléspectateurs. C'est ainsi que l'on peut voir et entendre Etienne Mougeotte tenter de dissuader le ministre d'accorder davantage d'espaces publicitaires sur France 2 et France 3. Bon. Un secret de polichinelle, après tout. Mais Carles leur pose la question suivante: diffuseriez-vous ce film? Malaise. Si on peut contester le principe (l'utilisation d'images «privées»), on ne peut pas ne pas s'interroger devant la réaction de recul des dits-journalistes. «Je n'aurai jamais dû

voir cette cassette», dit Benyamin. «Arrêtez l'interview», ordonne Villeneuve. «Dans une vingtaine d'années, vous aussi vous tutoierez les grands», promet Chancel. Aucun ne discute du fond, sauf peut-être de Virieu («vous ne pouvez pas nous empêcher de vivre dans le même monde que les hommes politiques»). Le film qu'en a fait Pierre Carles ne sera donc pas diffusé: «il n'est pas question que les plus grands journa-

«Il n'est pas question que les plus grands journalistes passent pour des imbéciles.»
Alain De Greef

listes passent pour des imbéciles», a tranché De Greef. Pierre Carles avait prévu le coup. Depuis le début, le jeune perfide enregistrerait tous ses

contacts avec Canal+. Il en a fait un film, celui de sa censure, *Pas vu pas pris*, que la RTBF ne diffusera pas non plus. Seuls les étudiants belges ont eu le privilège de le voir à l'Université libre de Bruxelles. Sur un ton anodin, Carles commente les réactions des dirigeants de Canal: au début, Philippe Dana est enthousiaste («ton sujet, c'est un missile exocet»), mais au vu du film, il l'accuse d'avoir fait un «procès stalinien» aux journalistes. Alain De Greef rendra ses droits d'auteur à Pierre Carles: «Nous avons été manipulés par lui en acceptant son sujet, nous ne le serons pas une deuxième fois en le diffusant.» Pour Pierre Carles, «c'est un document sur la mauvaise foi, celle des journalistes et aussi la mienne, évidemment.» En asticotant Canal+, il continue d'enfoncer son petit clou: «cette chaîne se dit un lieu de liberté, une télé pas comme les autres... je n'ai fait que les prendre au mot.» La question restant: diffuseriez-vous ce film? ●

ANNICK PEIGNE-GIULY

(1) Primé cette année au Festival du Scoop d'Angers.

montage. L'équipe de Canal+ ne comprenait pas. Ils se disaient : qu'est-ce que c'est que ce fou ! Durant toute l'interview, je n'ai pas arrêté de leur dire que le problème, ce n'était pas moi mais bien Canal+ ! Votre vocation, c'est de parler des coulisses de la télévision mais il y a des tabous. Assumez-le ! Bien entendu, pour leur montage de notre entretien, il ont réussi à dénicher un petit extrait qui ne les mettait pas en question. Avec tous ces enregistrements, je termine la réalisation d'un nouveau film de près de 50 minutes, "Pas vu, pas pris" : une sorte de "making of" de toute l'histoire de mes relations avec Canal+. C'est assasin car, pour la première fois, quelqu'un a filmé tout le processus d'une censure de l'intérieur.

• Ces "journalistes vedettes" te reprochent de ne pas les avoir prévenus du véritable contenu de l'entretien que tu sollicitais auprès d'eux...

• Moi, je ne suis pas un faux jeton. J'assume. Ma mauvaise foi a servi à révéler celle des autres protagonistes. Ma méthode terroriste qui consiste à aller voir des journalistes sans les prévenir de la teneur du document que je vais leur proposer a permis de découvrir la véritable nature de mes interviewés... Sinon, ils n'auraient accepté l'entretien ! Mon but était de les filmer comme des hommes politiques et de démontrer qu'ils le sont. Mission accomplie ! Les titres des émissions de mes interviewés, c'est Le Droit de Savoie, Zone Interdite, L'Heure de vérité... C'est de la publicité mensongère.

• Le mensuel français "Entrevue" titrait en couverture de son numéro de mars dernier à propos de "Pas vu à la télé" : "Télé et politique : le reportage censuré par toutes les chaînes". Il s'agit uniquement des chaînes françaises, puisque l'Hebdo de la RTBF programme "Pas vu à la

télé", le dimanche 5 mai à 13 heures 20...

• La polémique de "Pas vu à la télé" n'est pas close. Mon reportage a été primé au Festival International du Scoop et du Journalisme d'Angers. Parmi les membres du jury, il y avait Jean-François Bastin qui programme l'émission "L'Hebdo" de la RTBF. Avec la diffusion sur une chaîne belge, "Pas vu à la télé" va acquérir un statut de "document censuré" encore plus fort en France. Et le "mensonge par omission" va encore être plus flagrant pour toutes ces émissions qui, sur les chaînes françaises, ont pour vocation d'analyser la télé et l'ont ignoré jusqu'à présent, comme Arrêt sur images de La Cinquième ou Ligne de Mire de Jacques Chancel sur France 3.

Propos recueillis par
Benoit Goossens et
Bernard Hennebert

En contrepoint, nous vous proposons également l'article de Jean Couchard paru dans Le ligueur, l'hebdomadaire de La Ligue des Familles (1/5/1996). Comme quoi, "Pas vu à la télé" ne fait pas l'unanimité dans le monde journalistique.

Semaine du samedi 4 au vendredi 10 mai

L'hebdo (RTBF 1, dimanche, 13.10)

Quel mal y-a-t'il à tutoyer un ministre ?

Le magazine de reportages de la RTBF L'hebdo, diffusé le dimanche après le journal de la mi-journée, propose un document inédit intitulé Pas vu à la télé. L'audace est toute relative...

Au temps où elle s'appelait encore RTB, la télévision francophone belge organisée en institut public avait diffusé le film en plusieurs parties **Le chagrin et la pitié**. La critique unanime avait souligné de son grand prix annuel cette opportune démarche de proposer aux téléspectateurs de chez nous une oeuvre que la télévision française avait refusée, sans doute à cause de l'éclairage nouveau qu'elle apportait sur la période de l'Occupation. Avec la diffusion de **Pas vu à la télé**, c'est un peu du même romantisme moralisateur à l'égard de la télé française qu'il s'agit.

Invité sur un plateau de TF 1 à Cannes, Philippe Léotard, alors ministre de la Défense nationale de la République, avait eu une conversation hors antenne avec le vice-président de la chaîne, Etienne Mougeotte. Ils se tutoyaient comme de vieux amis et le responsable de TF 1 entretenait le ministre de dispositions réglementaires que la chaîne privée souhaitait voir imposées à France-Télévision, sa rivale publique.

Les images de cet entretien privé avaient été enregistrées, les techniciens profitant de cette conversation pour réaliser les essais d'une transmission qui devait être répercutée à Paris par satellite. La presse, notamment satirique, en reçut copie sur vidéocassettes qu'un vent favorable, comme on dit dans le milieu journalistique, avait fait s'envoler vers certaines rédactions.

Par définition, une conversation privée n'est pas publique

Mais aucune chaîne de télé



c'est la révision du cahier des charges du service public...

Philippe Léotard (de dos) et Etienne Mougeotte (vice pdg TF1) pris au piège de la caméra.

française ne diffusa jamais ces images, et pour cause. Leur éventuelle diffusion eut constitué une agression confraternelle stupide, qui ce serait d'ailleurs terminée devant les tribunaux. Il tombe sous le sens qu'une conversation privée, fût-ce sur un plateau de télévision, demeure une conversation privée, qu'elle ne saurait être enregistrée sans l'accord de ses protagonistes et encore moins publiée.

L'auteur du document **Pas vu à la télé** semble l'avoir compris. S'il fait allusion à ces images, il ne les cite plus explicitement dans son troisième montage. Mais il prend appui sur elles pour essayer de démontrer qu'il y a en France, à la différence des pays anglosaxons, connivence entre le milieu politique et le milieu journalistique. Il procède à l'interview de quelques ténors de la presse audiovisuelle française dont, à la vue du document, on ne peut que s'étonner de l'embaras, du caractère approximatif des réponses.

Ces journalistes de renom perdent les pédales, si l'on en croit **Pas vu à la télé**.

Un document purement et simplement malhonnête

Mais à l'évidence, le montage

est biaisé. Difficile de croire en effet qu'aucun de ces grands noms de la presse française n'ait relevé cette évidence toute simple que les hommes politiques comme les journalistes sont des femmes ou des hommes en général normalement constitués, avec leurs idées, leurs sentiments et tout. A force de fréquenter le milieu qu'il est censé pénétrer afin de bien le couvrir, qu'y aurait-il d'anormal à ce qu'un journaliste tutoie ceux qu'il côtoie tous les jours, noue même une amitié avec l'un ou l'autre, voire des amours ?

Manifestement, le montage de **Pas vu à la télé** vise à déconsidérer ceux qui y ont participé et ont ainsi été piégés. C'est de la malhonnêteté pure et simple. S'il n'est pas inutile que le magazine de la RTBF L'hebdo fasse réfléchir sur les relations entre la presse et le pouvoir, on ne pourra néanmoins que regretter qu'il se déconsidère en amorçant cette réflexion à partir d'un tel document. Le seul sort que mérite **Pas vu à la télé** serait de le rester.

Jean COUCHARD